

Table of Contents

<u>Le numéro deux d'Al-Qaïda revendique la défaite américaine en Afghanistan et en Iran dans une nouvelle cassette vidéo.....</u>	1
<u>La police militaire ne déposera pas d'accusation contre le Dr Kevin Patterson.....</u>	2
<u>L'ambassadeur afghan estime que les Canadiens comprennent mieux la mission.....</u>	3
<u>Un civil afghan est tué dans un accident impliquant un convoi canadien.....</u>	4
<u>Deux personnes comparaitront après une manif lors d'un discours de M. Bernier.....</u>	5
<u>L'avocat de Khadr dit que le Canada lui démontre une insouciance indifférence.....</u>	6
<u>Les ministres de la Défense MacKay et Gates se rencontrent à Washington.....</u>	7
<u>Peter MacKay affirme que tous doivent partager le fardeau de l'Afghanistan.....</u>	8
<u>DES ARTISTES IRONT SOUTENIR LE MORAL DE NOS SOLDATS LES FORCES ARMÉES CANADIENNES ESTIMENT QU'IL N'Y A AUCUN DANGER.....</u>	10
<u>UN CIVIL AFGHAN TUÉ DANS UN ACCIDENT.....</u>	12
<u>ENGAGEMENT PLUS FERME.....</u>	13
<u>Une guerre qui révèle une triste réalité.....</u>	14
<u>Stéphane Dion fait son mea-culpa.....</u>	15
<u>Un civil afghan est tué dans un accident impliquant un convoi canadien.....</u>	17
<u>MacKay cherche de l'aide pour l'Afghanistan.....</u>	18
<u>Le Canada serait indifférent à Omar Khadr.....</u>	20
<u>Dion se vide le coeur et attaque la politique étrangère de Harper.....</u>	21
<u>Collision entre un blindé et une auto; L'accident de la route tue un Afghan et en blesse quatre autres.....</u>	23
<u>Ben Laden déclare la guerre à Moucharraf.....</u>	25
<u>MacKay rencontre Gates.....</u>	26
<u>Négocier avec les talibans reste possible.....</u>	27
<u>Dion fait son mea-culpa; Le chef libéral «nouvelle version» entend faire découvrir sa vraie personnalité.....</u>	29

Table of Contents

<u>Un cortège d'erreurs.....</u>	31
<u>Les défis afghans; Le Canada ne peut pas, sans perdre toute crédibilité à l'échelle internationale, renier sa parole et abandonner une mission aussi cruciale.....</u>	32
<u>Afghanistan; Plus de 30 talibans tués dans de lourds combats.....</u>	34
<u>Pakistan: présidentielle controversée le 6 octobre.....</u>	35
<u>Stéphane Dion fait son mea-culpa; "Je dois me battre contre une caricature de moi-même".....</u>	37

Le numéro deux d'Al-Qaïda revendique la défaite américaine en Afghanistan et en Iran dans une nouvelle cassette vidéo

DATE: 2007.09.20
CATEGORY: International
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 226

LE CAIRE (AP) — Le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahri, a affirmé jeudi que les Etats-Unis étaient en train d'être défaits en Afghanistan, en Irak et sur d'autres fronts, dans une nouvelle vidéo, la dernière en date d'une série diffusée par le réseau terroriste d'Oussame ben Laden pour marquer le sixième anniversaire des attentats du 11 septembre.

La cassette d'Ayman al-Zawahri, qui dure 80 minutes, est conçue comme un documentaire qui vante les actions d'Al-Qaïda dans diverses régions dont l'Irak, l'Afghanistan, la Somalie et l'Afrique du Nord.

"Ce qu'ils revendiquent comme étant la plus grande puissance de l'histoire de l'humanité est aujourd'hui défaite face à l'avant-garde de la guerre sainte islamique six ans après les deux raids de New York et Washington", déclare al-Zawahri depuis ce qui semble être un bureau, avec des étagères de livres religieux, un fusil automatique reposant sur ces ouvrages.

"Les Croisés eux-mêmes ont attesté de leur défaite en Afghanistan aux mains des lions du Taliban", affirme-t-il avant d'ajouter: "les Croisés ont attesté de leur propre défaite en Irak aux mains des moudjahidines qui ont porté la bataille de l'islam dans le coeur du monde islamique"

Cette vidéo, diffusée par les sites islamistes jeudi, survient quelques jours après qu'Oussama ben Laden a lui-même délivré deux messages pour le 11 septembre dont sa première apparition dans une vidéo depuis près de trois ans. AP

ma/v150

La police militaire ne déposera pas d'accusation contre le Dr Kevin Patterson

DATE: 2007.09.20
CATEGORY: Nouvelles générales, Assemblée National Québec et Par
KEYWORDS: DÉFENSE SANTÉ INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 203

OTTAWA _ La police militaire canadienne ne déposera pas d'accusation contre le Dr Kevin Patterson, qui avait décrit les derniers moments du caporal Kevin Megeney, décédé en Afghanistan le 6 mars 2007 après avoir été atteint d'un coup de feu alors qu'il se trouvait dans sa tente.

Dans le magazine de juillet–août de Mother Jones, le Dr Patterson expliquait sur plus de 7000 mots son passage de six semaines en Afghanistan, dont le point culminant a été le décès du soldat Megeney. Il décrivait de façon très explicite l'importante blessure et l'effort ultime, qui s'est avéré vain, pour le sauver.

L'article du Dr Patterson avait profondément choqué les amis et la famille du défunt, en plus du ministre de la Défense, Peter Mackay, natif de Stellarton, en Nouvelle–Ecosse, comme M. Megeney.

Bien qu'il soit un civil, le Dr Patterson était assujetti à la Loi sur la Défense nationale et au code militaire de discipline pendant son séjour en Afghanistan. L'enquête du Service national des enquêtes n'a toutefois pas permis de déposer des accusations. Une enquête des services médicaux militaires permettra de savoir si le Dr Patterson a commis une faute d'éthique et s'il peut à nouveau travailler pour l'armée.

Le décès du soldat Megeney est toujours sous enquête par la police militaire.

GG8558–FGFD47–fv

L'ambassadeur afghan estime que les Canadiens comprennent mieux la mission

DATE: 2007.09.20
CATEGORY: Nouvelles générales, Assemblée National Québec et Par
KEYWORDS: INTERNATIONAL POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 278

MONTREAL _ L'ambassadeur d'Afghanistan au Canada estime que la contribution et les sacrifices canadiens sont "une influence positive" pour son pays déchiré par la guerre.

Lors d'une conférence internationale sur le rôle du Canada en Afghanistan qui se déroulait jeudi à Montréal, Omar Samad a soutenu que la population canadienne commence à saisir que la mission dans son pays n'est pas uniquement de nature militaire.

Il a affirmé aux journalistes que les Canadiens tentent d'aider le peuple et le gouvernement afghans à devenir autonomes aussi rapidement que possible.

L'engagement du Canada envers l'Afghanistan prend fin en février 2009, mais M. Samad a demandé aux Canadiens d'être patients avant d'évaluer les progrès réalisés.

"L'histoire nous a montré que tous les pays qui sont sortis d'un conflit on dû passer à travers plusieurs années de reconstruction et l'Afghanistan n'est pas une exception", a-t-il soutenu.

Chris Alexander, le chef adjoint de la mission de l'ONU en Afghanistan, a déclaré que tout le monde doit rester concentrer pour amener la sécurité au pays ravagé par la guerre.

"Ce devra être un travail d'équipe à chaque étape, ce qui veut dire que chaque joueur de l'équipe devra être là", a-t-il dit en entrevue.

M. Alexander soutient toutefois que les conditions de vie en Afghanistan se sont améliorées au cours des six dernières années.

Stephen Wallace, le vice-président du groupe de travail de l'ACDI sur l'Afghanistan, est du même avis.

"Nous avons sauvé 80 000 enfants chaque année", a-t-il soutenu.

La plupart des participants ont reconnu que l'OTAN devrait maintenir sa présence à long terme et, même si des appels ont été lancés pour que le Canada prolonge sa mission au-delà de 2009, plusieurs se sont entendus sur le fait que la décision doit être prise par le parlement et par le gouvernement.

Un responsable de l'OTAN, Martin Howard, a souligné les succès du Canada dans la province de Kandahar.

"Nous pensons que le Canada est un joueur important en Afghanistan, autant militairement que diplomatiquement que sur le front du développement et nous voulons qu'il reste, a-t-il dit. Nous ne pouvons pas forcer les pays à le faire."

GG7312-FGJBL407-GG8284-FGCHD408-fv

Un civil afghan est tué dans un accident impliquant un convoi canadien

DATE: 2007.09.20
CATEGORY: Nouvelles générales, Assemblée National Québec et Par
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 247

KANDAHAR, Afghanistan _ Un civil afghan a été tué et deux autres ont été blessés, mercredi, à la suite d'un accident de la route impliquant un convoi canadien à Kandahar, en Afghanistan.

L'accident est survenu peu avant 11 h alors qu'une patrouille de logistique de combat retournait à la base internationale de l'aéroport de Kandahar. Le conducteur d'un véhicule civil qui circulait en sens inverse a perdu le contrôle en effectuant un dépassement quand il a croisé le convoi.

Selon un porte-parole de l'armée, le véhicule de tête du convoi canadien, un RG-31, a essayé de s'écarter, mais n'a pu éviter la collision.

Cinq passagers du véhicule civil ont été blessés, dont trois sérieusement. Un d'entre eux est décédé à l'hôpital et les deux autres se trouvaient jeudi dans un état stable.

"La FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) fait beaucoup d'efforts pour s'assurer que les patrouilles sont effectuées de façon sécuritaire. Cet incident est très regrettable", a soutenu le commandant d'escadre Antony McCord, un porte-parole du commandement régional Sud de la FIAS.

Un autre accident, jeudi, a coûté la vie à deux soldats britanniques. Selon le ministère de la Défense britannique, leur véhicule blindé Pinzgauer a quitté la route pendant une mission de ravitaillement près de Gereshk, dans la province de Helmand. Aucune force ennemie n'a été impliquée dans l'accident.

Des citoyens afghans se sont plaints pendant l'été du passage de convois militaires dans la ville de Kandahar, le seul lien entre les principales routes de la région.

Deux civils afghans ont été tués par des tirs plus tôt cette année quand un motocycliste s'est approché d'un convoi britannique avec une allure menaçante.

WW6971-FGCHD403.mag

Deux personnes comparaitront après une manif lors d'un discours de M. Bernier

DATE: 2007.09.20
CATEGORY: Nouvelles générales, Assemblée National Québec et Par
KEYWORDS: JUSTICE POLITIQUE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 131

MONTREAL _ Deux personnes devront finalement faire face à la justice à la suite d'accrochages avec les policiers survenus mercredi soir à l'extérieur de l'hôtel où le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, prononçait un discours sur la mission canadienne en Afghanistan.

Deux hommes de 28 ans ont été arrêtés. Le premier a été libéré sous promesse de comparaitre devant la justice le 19 novembre prochain afin de répondre à des accusations de voies de fait et de menaces envers un agent de la paix.

Le second a reçu une citation à comparaitre pour entrave. Il a été libéré sans conditions.

Une femmes de 22 ans a reçu un constat d'infraction pour avoir troublé la paix.

L'allocution du ministre avait été perturbée par une dizaine d'interruptions de protestataires, qui ont dû être tour à tour expulsés de la salle.

De plus, une vingtaine d'entre eux ont eu une altercation avec des policiers, à l'extérieur de l'hôtel où le ministre prenait la parole.

(LA PRESSE CANADIENNE,ns)

ngns1

L'avocat de Khadr dit que le Canada lui démontre une insouciance indifférence

DATE: 2007.09.20
CATEGORY: Nouvelles générales, Assemblée National Québec et Par
KEYWORDS: JUSTICE INTERNATIONALE DÉFENSE POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 179

OTTAWA _ Le lieutenant-commandant William Kuebler, l'avocat militaire américain d'Omar Khadr, a déclaré que le Canada démontrait une "insouciance indifférence" à l'endroit de son client.

M. Khadr est accusé du meurtre d'un officier américain survenu au cours d'une fusillade dans un présumé repaire d'al-Qaïda en Afghanistan, en 2002. Il était alors âgé de 15 ans. M. Khadr a eu 21 ans cette semaine.

Le Canadien est détenu depuis lors dans la célèbre base navale américaine de Guantanamo, transformée en prison pour présumés terroristes.

M. Kuebler a prononcé un discours devant les étudiants de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, l'une des trois écoles canadiennes _ avec l'Université de Toronto et l'Université de la Colombie-Britannique _ qui aident à la recherche juridique qui pourrait permettre à M. Khadr de revenir au Canada.

A l'époque, le Canada avait déclaré n'être préoccupé que par l'âge de M. Khadr.

C'est seulement cette semaine que le chef de l'Opposition officielle, Stéphane Dion, a rencontré M. Kuebler et a décidé de se battre pour que M. Khadr soit jugé au Canada.

Selon M. Kuebler, la commission militaire américaine "n'est que de la poudre aux yeux devant un tribunal bidon". Il estime que les preuves ne seraient pas admises dans aucun tribunal du monde occidental.

GG8476-FGFD44-fv

Les ministres de la Défense MacKay et Gates se rencontrent à Washington

DATE: 2007.09.20
CATEGORY: Nouvelles générales, Assemblée National Québec et Par
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 120

WASHINGTON _ Les deux nouveaux ministres de la Défense du Canada et des Etats–Unis se rencontreront, ce jeudi, à Washington.

Les discussions, dont la durée prévue est d'environ une heure, réuniront au Pentagone le ministre canadien Peter MacKay et son homologue Robert Gates. La Défense nationale est une toute nouvelle responsabilité pour Peter MacKay, qui était ministre des Affaires étrangères jusqu'au mois dernier au sein du gouvernement Harper.

La guerre en Afghanistan dominera l'agenda des deux ministres. Mercredi, le ministre MacKay était à Amsterdam où il a déclaré que l'OTAN devait s'attarder davantage à trouver de nouveaux partenaires pour bonifier la mission afghane. Des discussions informelles doivent avoir lieu à cet effet le mois prochain, aux Pays–Bas.

(BN,jpd)

NGJPD4

Peter MacKay affirme que tous doivent partager le fardeau de l'Afghanistan

DATE: 2007.09.20
CATEGORY: Nouvelles générales, Assemblée National Québec et Par
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 297

WASHINGTON _ La mission en Afghanistan ne peut se solder par un échec et un engagement plus ferme est requis des pays membres de l'OTAN pour empêcher l'exportation de la terreur, a estimé jeudi le ministre de la Défense, Peter MacKay.

A l'issue d'une rencontre d'une heure au Pentagone, jeudi, avec son vis-à-vis américain Robert Gates, M. MacKay a soutenu qu'un plus grand nombre de soldats était un "besoin pressant".

"Clairement nous avons besoin de personnes préparées par tous les moyens (...) pour partager le fardeau", a-t-il dit à l'extérieur de l'ambassade canadienne.

"Je conserve une assez bonne dose d'optimisme."

Avec ses quelque 2300 soldats dans la dangereuse province de Kandahar, au sud du pays, le Canada aimerait voir des pays comme l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie permettre à leurs soldats d'entrer les zones de combat pour affronter les talibans.

"Ces pays (...) doivent comprendre que leur engagement est aussi réel que pour n'importe qui d'autre", a indiqué M. MacKay.

Certains pays comme la Pologne et la Roumanie ont accru leur aide en matière d'équipement, de formation et de reconstruction, a-t-il ajouté.

Sa visite vient clore une tournée-éclair de rencontres en Angleterre, en Norvège et aux Pays-Bas.

Le Canada, comme d'autres pays, est sous pression pour quitter l'Afghanistan. Mais personne ne serait à l'abri des conséquences d'un retrait hâtif, a prévenu M. MacKay.

"L'OTAN ne peut pas échouer, a-t-il dit. Si des pays comme le Canada quittent, les talibans pourront les suivre. Ces menaces ne vont pas rester isolées."

Son choix de mots faisait écho aux propos du président américain George W. Bush, qui répète souvent aux Américains que les terroristes d'al-Qaïda suivraient les soldats américains s'ils quittaient l'Irak pour rentrer à la maison.

"Nous savons que l'Afghanistan était un exportateur et un incubateur de terrorisme, a rappelé M. MacKay. L'Amérique du Nord n'est pas immunisée, l'Europe continentale n'est pas immunisée. Personne n'est immunisé. Par conséquent, le fardeau doit être partagé."

La mission canadienne en Afghanistan doit se terminer en février 2009. Les conservateurs veulent la prolonger mais ils ont promis de d'abord tenir un vote sur la question à la Chambre des communes.

Depuis 2002, 70 soldats canadiens et un diplomate ont perdu la vie en Afghanistan.

WW8532-FGCPG408-fv

DES ARTISTES IRONT SOUTENIR LE MORAL DE NOS SOLDATS LES FORCES ARMÉES CANADIENNES ESTIMENT QU'IL N'Y A AUCUN DANGER

SOURCETAG: 0709210288

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.09.21

EDITION: Final

SECTION: Arts Et Spectacles

PAGE: 67

ILLUSTRATION: 1. PHOTO LE JOURNAL L'humoriste Pascal Babin fait également partie des jeunes artistes qui se rendront cet automne en Afghanistan pour égayer nos troupes. 2. PHOTO LE JOURNAL La chanteuse Véronique Labbé ne craint pas d'aller en Afghanistan où elle a l'intention de faire chanter nos soldats québécois pour "leur faire oublier un peu leur vie là-bas".

BYLINE: RIM BOUKHSSIMI LE JOURNAL DE MONTRÉAL

WORD COUNT: 245

Une troupe d'artistes partira en Afghanistan au cours de l'automne divertir les soldats de l'armée canadienne. Organiser une tournée dans cette zone sensible de conflit n'est pas de tout repos.

Pour des questions de sécurité, l'armée ne donne jamais d'information précise concernant l'organisation d'une tournée en zone de guerre.

"On peut donner la saison et la raison de leur venue, mais si on en dit trop, on devient une cible vivante pour les talibans," dit Louise Desroches, gestionnaire des programmes nationaux de rayonnement des Forces armées canadiennes.

Aucun danger

Pour le prochain voyage organisé dans le but de soutenir le moral des troupes, Jim Peverlley, directeur du soutien au déploiement pour l'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes, estime qu'il n'y a aucun danger dans cette situation.

" Nous n'avons aucune interdiction et il n'y a aucun risque que les artistes soient ciblés ", dit-il.

Il ajoute que la maison de production, Studio CD Jonquière, a d'ailleurs déjà divulgué l'information.

Jeunes, pros, motivés

Véronique Labbé, Pascal Babin, Rémi Théberge et Claudine Bordage sont tous de jeunes artistes professionnels peu connus du public. Ils se préparent tous pour offrir aux troupes québécoises le meilleur de leur répertoire, qui de chanson, qui d'humour.

Pascal Babin, humoriste, sera le chef de cérémonie.

" Je vais arriver là avec mon meilleur stock et ça va me faire plaisir d'être généreux avec eux et de les faire rire ", dit-il.

Le jeune humoriste part avant tout dans l'idée de donner du plaisir aux soldats.

" Je vais les faire participer à mon spectacle comme je vais essayer de participer à leur vie et de m'intégrer. "

Véronique Labbé, jeune chanteuse, est tout aussi enthousiaste.

" J'ai des amis dans l'armée et je sais que ce n'est pas évident tous les jours. Je veux les faire chanter et leur faire oublier un peu leur vie là-bas ", dit-elle.

Pour l'armée, ces jeunes artistes apporteront soutien et réconfort en plein coeur du conflit.

!@MOTSCLES=AFGHANISTAN – FORCES ARMÉES CANADIENNES

UN CIVIL AFGHAN TUÉ DANS UN ACCIDENT

SOURCETAG 0709210213
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.21
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 20
ILLUSTRATION: 1. PHOTO D'ARCHIVES Le véhicule de tête du convoi canadien n'a pu éviter la collision.
BYLINE: PC
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 176

KANDAHAR, Afghanistan — (PC) Un civil afghan a été tué et deux autres ont été blessés hier à la suite d'un accident de la route impliquant un convoi canadien à Kandahar, en Afghanistan.

L'accident est survenu peu avant 11 h alors qu'une patrouille de logistique de combat retournait à la base internationale de l'aéroport de Kandahar. Le conducteur d'un véhicule civil qui circulait en sens inverse a perdu le contrôle en effectuant un dépassement quand il a croisé le convoi.

Selon un porte-parole de l'armée, le véhicule de tête du convoi canadien, un RG-31, a essayé de s'écarter, mais n'a pu éviter la collision.

Cinq passagers du véhicule civil ont été blessés, dont trois sérieusement. Un d'entre eux est décédé à l'hôpital et les deux autres se trouvaient hier dans un état stable.

"La FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) fait beaucoup d'efforts pour s'assurer que les patrouilles sont effectuées de façon sécuritaire. Cet incident est très regrettable", a soutenu le commandant d'escadre Antony McCord, un porte-parole du commandement régional Sud de la FIAS.

Un autre accident, jeudi, avait coûté la vie à deux soldats britanniques. !@MOTSCLES=CONVOI CANADIEN

ENGAGEMENT PLUS FERME

SOURCETAG 0709210212
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.21
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 20
DATELINE: WASHINGTON
WORD COUNT: 101

WASHINGTON -- Le ministre de la Défense, Peter MacKay, affirme que la mission en Afghanistan en est une qui ne peut se solder par un échec et qu'un engagement plus ferme est requis des pays membres de l'OTAN pour empêcher l'exportation de la terreur. A l'issue d'une rencontre d'une heure à Washington, hier, avec son vis-à-vis américain Robert Gates, M. MacKay a soutenu que les talibans pourraient devenir une menace à l'extérieur de l'Afghanistan si des pays comme le Canada abandonnent. !@MOTSCLES=PETER MACKAY -- AFGHANISTAN

Une guerre qui révèle une triste réalité

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.21

SECTION: Opinions

PAGE: 10

COLUMN: Tribune libre

DATELINE: Sherbrooke

WORD COUNT: 417

Les principales victimes de toute guerre sont ceux qui la font, les combattants eux-mêmes et la population qui les soutient. En effet, la société civile souffre des atteintes mortelles que comporte toute manoeuvre militaire. Les vainqueurs de toute guerre sont ceux-là qui, loin des champs de bataille, motivés par leurs intérêts mesquins, vont prolonger la durée et l'intensité du conflit, toujours à la faveur d'une ambiance faite de confort et de sécurité.

Face à la dure réalité qui se vit aujourd'hui en Irak et en Afghanistan, situation qui génère chaque jour des centaines de blessés et de morts, se présente un détail qui ne peut passer inaperçu : le style en usage dans les médias pour annoncer le sort qui échoit à l'un ou l'autre des acteurs du drame en cours, comment la mise en valeur de la mort des uns et des autres selon leur citoyenneté, c'est-à-dire la mort d'un citoyen de tel ou tel pays est considérée comme plus tragique que celle d'un autre.

Il apparaîtrait que la vie en terre d'abondance jouit d'une valeur supérieure à celle qui s'enracine en un pays pauvre, un jugement qui diffère de la solennelle proclamation des Nations Unies qui parle d'égalité, de dignité et des droits entre tous les êtres humains.

Par exemple, dans le cas présent, une grande partie de la population arrive à connaître, plus au moins, le nombre de citoyens américains sacrifiés et morts en Irak, sans apprendre, même de façon approximative, combien d'Irakiens furent victimes de cette même guerre. Semblablement et sans motif avoué, on signale certains holocaustes, et de combien d'autres ne dit-on aucun mot?

Enfin, la guerre en Irak et en Afghanistan nous révèle, entre autres choses, que nous avons tout découvert et que nous avons tout inventé, sauf la fraternité et la paix. L'abondance des connaissances scientifiques et technologiques ne nous a pas aidés à découvrir une solution juste et honnête au présent conflit. Au contraire, la surabondance des savoirs a contribué à susciter et à entretenir la guerre, à mentir et à prétendre justifier l'injustifiable.

Dans cette guerre déshumanisante, où les deux puissances belligérantes se prétendent appuyées par Dieu lui-même au point de penser qu'elles lui rendent ainsi un culte en envoyant leurs frères à la mort, il est nécessaire et urgent de se questionner sur l'espèce de dieu qu'ils adorent, s'il s'agit d'un dieu de la vie ou d'un dieu de la mort!

Stéphane Dion fait son mea-culpa

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.21
SECTION: Actualités
PAGE: 26
SOURCE: La Presse
BYLINE: Sirois,
Alexandre
WORD COUNT: 409

Trois jours après la déconfiture des libéraux lors d'élections complémentaires au Québec, Stéphane Dion est hier remonté au front. Il a critiqué à la fois la politique étrangère "médiocre" du Parti conservateur et... sa propre performance en tant que chef de parti.

"Je dois me battre contre une caricature de moi-même", a déploré le chef du Parti libéral. Il a du même souffle dit prendre le blâme pour les piètres résultats de sa formation politique lors des élections.

"Au-delà de la stratégie, c'est une question de personnalité. Je suis une personne plutôt discrète, j'aime parler des choses et pas forcément de moi", a expliqué M. Dion aux journalistes en marge de son discours devant le Conseil des relations internationales de Montréal.

Le leader libéral a dit s'être récemment rendu compte que les électeurs le connaissent peu ou mal. Il estime souffrir d'un problème de perception.

"Il faut vraiment que je m'attaque à ça si je veux pouvoir aider davantage mon parti. Je crois qu'on fait énormément de travail sur un grand nombre de politiques qu'on a mises de l'avant, mais ça ne suffit pas. Il faut aussi voir l'âme, la personne qui est animée derrière ça", a-t-il dit.

Politique incompétente

La veille, Dion avait pris pour la première fois la responsabilité de l'échec de son parti aux urnes. En entrevue à Radio-Canada, le teint pâle et l'air contrit, il avait admis ne pas avoir su "faire passer le message".

Hier, il avait retrouvé son tonus. Et s'il a fait son mea-culpa en conférence de presse, il a néanmoins vigoureusement critiqué le gouvernement de Stephen Harper lors de son allocution, qui portait sur la politique étrangère canadienne.

Celle du gouvernement Harper est à la fois "rigide, simpliste et incompétente", a affirmé M. Dion. Il a mis l'accent sur la gestion du dossier de l'Afghanistan, marquée selon lui par un "cortège d'erreurs".

Il a notamment accusé M. Harper d'avoir "cultivé le flou" quant à la durée de la mission à Kandahar. Ou d'avoir dit "que nos alliés de l'OTAN ont été informés de la décision du gouvernement" à ce sujet, tout en affirmant qu'aucune décision n'a été prise.

"Il est toujours ennuyeux qu'un politicien change continuellement d'avis. Mais lorsque des vies sont en cause, c'est inexcusable", a-t-il lancé.

Il a répété que la "mission de combat" du Canada en Afghanistan doit se terminer en 2009. Mais il ne dit pas non à une présence de l'armée canadienne en Afghanistan par la suite, si nos militaires jouent un nouveau rôle.

M. Dion a également, une fois de plus, reproché aux conservateurs de prendre les États–Unis comme "modèle". Particulièrement en ce qui concerne la mission en Afghanistan.

Un civil afghan est tué dans un accident impliquant un convoi canadien

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.21
SECTION: Actualités
PAGE: 25
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 254

Un civil afghan a été tué et deux autres ont été blessés, mercredi, à la suite d'un accident de la route impliquant un convoi canadien à Kandahar, en Afghanistan.

L'accident est survenu peu avant 11 h alors qu'une patrouille de logistique de combat retournait à la base internationale de l'aéroport de Kandahar. Le conducteur d'un véhicule civil qui circulait en sens inverse a perdu le contrôle en effectuant un dépassement quand il a croisé le convoi.

Selon un porte-parole de l'armée, le véhicule de tête du convoi canadien, un RG-31, a essayé de s'écarter, mais n'a pu éviter la collision.

Cinq passagers du véhicule civil ont été blessés, dont trois sérieusement. Un d'entre eux est décédé à l'hôpital et les deux autres se trouvaient jeudi dans un état stable.

"La FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) fait beaucoup d'efforts pour s'assurer que les patrouilles sont effectuées de façon sécuritaire. Cet incident est très regrettable", a soutenu le commandant d'escadre Antony McCord, un porte-parole du commandement régional Sud de la FIAS.

Un autre accident, jeudi, a coûté la vie à deux soldats britanniques. Selon le ministère de la Défense britannique, leur véhicule blindé Pinzgauer a quitté la route pendant une mission de ravitaillement près de Gereshk, dans la province de Helmand. Aucune force ennemie n'a été impliquée dans l'accident.

Des citoyens afghans se sont plaints pendant l'été du passage de convois militaires dans la ville de Kandahar, le seul lien entre les principales routes de la région.

Deux civils afghans ont été tués par des tirs plus tôt cette année quand un motocycliste s'est approché d'un convoi britannique avec une allure menaçante.

MackKay cherche de l'aide pour l'Afghanistan

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.09.21
SECTION:	Actualités
PAGE:	25
SOURCE:	La Presse canadienne
PHOTO:	AP
DATELINE:	Washington
ILLUSTRATION:	A son arrivé au Pentagone, hier, le ministre canadien de ladéfense, Peter MacKay a été reçu par le secrétaire à la défense Robert Gates.
WORD COUNT:	322

La mission en Afghanistan ne peut se solder par un échec et un engagement plus ferme est requis des pays membres de l'OTAN pour empêcher l'exportation de la terreur, a estimé hier le ministre de la Défense, Peter MacKay.

A l'issue d'une rencontre d'une heure hier au Pentagone avec son vis-à-vis américain Robert Gates, M. MacKay a soutenu qu'un plus grand nombre de soldats était un "besoin pressant".

"Clairement nous avons besoin de personnes préparées par tous les moyens [...] pour partager le fardeau", a-t-il dit à l'extérieur de l'ambassade canadienne.

"Je conserve une assez bonne dose d'optimisme."

Avec ses quelque 2300 soldats dans la dangereuse province de Kandahar, au sud du pays, le Canada aimerait voir des pays comme l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie permettre à leurs soldats d'entrer les zones de combat pour affronter les talibans.

"Ces pays [...] doivent comprendre que leur engagement est aussi réel que pour n'importe qui d'autre", a indiqué M. MacKay.

Certains pays comme la Pologne et la Roumanie ont accru leur aide en matière d'équipement, de formation et de reconstruction, a-t-il ajouté.

Sa visite vient clore une tournée-éclair de rencontres en Angleterre, en Norvège et aux Pays-Bas.

Le Canada, comme d'autres pays, est sous pression pour quitter l'Afghanistan. Mais personne ne serait à l'abri des conséquences d'un retrait hâtif, a prévenu M. MacKay.

"L'OTAN ne peut pas échouer, a-t-il dit. Si des pays comme le Canada quittent, les talibans pourront les suivre. Ces menaces ne vont pas rester isolées."

Son choix de mots faisait écho aux propos du président américain George W. Bush, qui répète souvent aux Américains que les terroristes d'al-Qaïda suivrait les soldats américains s'ils quittaient l'Irak pour rentrer à la maison.

"Nous savons que l'Afghanistan était un exportateur et un incubateur de terrorisme, a rappelé M. MacKay. L'Amérique du Nord n'est pas immunisée, l'Europe continentale n'est pas immunisée. Personne n'est

immunisé. Par conséquent, le fardeau doit être partagé."

La mission canadienne en Afghanistan doit se terminer en février 2009. Les conservateurs veulent la prolonger mais ils ont promis de d'abord tenir un vote sur la question à la Chambre des communes. Depuis 2002, 70 soldats canadiens et un diplomate ont perdu la vie en Afghanistan.

Le Canada serait indifférent à Omar Khadr

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.21
SECTION: Actualités
PAGE: 25
SOURCE: La Presse Canadienne
PHOTO: La Presse
ILLUSTRATION: Vue aérienne de la base navale américaine de Guantanamo Bay où sont emprisonnés des talibans et des membres d'Al-Qaïda et où est détenu Omar Khadr.
WORD COUNT: 190

Le lieutenant-commandant William Kuebler, l'avocat militaire américain d'Omar Khadr, a déclaré que le Canada démontrait une "insouciance indifférence" à l'endroit de son client.

M. Khadr est accusé du meurtre d'un officier américain survenu au cours d'une fusillade dans un présumé repaire d'al-Qaïda en Afghanistan, en 2002. Il était alors âgé de 15 ans. M. Khadr a eu 21 ans cette semaine.

Le Canadien est détenu depuis lors dans la célèbre base navale américaine de Guantanamo, transformée en prison pour présumés terroristes.

M. Kuebler a prononcé un discours devant les étudiants de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, l'une des trois écoles canadiennes – avec l'Université de Toronto et l'Université de la Colombie-Britannique – qui aident à la recherche juridique qui pourrait permettre à M. Khadr de revenir au Canada.

A l'époque, le Canada avait déclaré n'être préoccupé que par l'âge de M. Khadr.

C'est seulement cette semaine que le chef de l'Opposition officielle, Stéphane Dion, a rencontré M. Kuebler et a décidé de se battre pour que M. Khadr soit jugé au Canada.

Selon M. Kuebler, la commission militaire américaine "n'est que de la poudre aux yeux devant un tribunal bidon". Il estime que les preuves ne seraient pas admises dans aucun tribunal du monde occidental.

Dion se vide le coeur et attaque la politique étrangère de Harper

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.21
SECTION: Actualités
PAGE: 19
BYLINE: Giroux, Raymond
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 487

Au lendemain du constat que les Québécois ne connaissaient pas le vrai Stéphane Dion et qu'il avait tout intérêt à jouer à livre ouvert avec eux, le chef libéral a lancé une attaque à fond de train contre la politique étrangère de Stephen Harper.

Loin de jouer le côté perso qu'il avait annoncé dans cette première intervention publique québécoise de la semaine, M. Dion a persisté, signé, et livré un discours de fond sur le rôle international du Canada.

Désapprobation et inquiétude n'étaient que les deux mots les plus polis de son intervention devant le Conseil des relations internationales de Montréal, hier.

Selon le texte officiel distribué par son bureau, "cette politique est à la fois rigide, simpliste et incompétente. Elle nuit à notre réputation dans le monde, ainsi qu'à la possibilité pour nous d'y jouer un rôle positif et d'y protéger nos intérêts légitimes", a dit M. Dion.

Ce n'est pas tout. Le chef du PLC, apparemment imperturbable devant les caméras à la suite de la déroute de son parti aux trois partielles de lundi, a insisté sur "l'amateurisme et l'inefficacité" des conservateurs au pouvoir.

Les exemples ont fusé : Ottawa, dit-il, "insulte la Chine et absout la Colombie sans faire aucunement avancer la cause des droits de la personne (et) négocie à rabais une entente sur le bois d'oeuvre, dangereux précédent qui ne peut qu'encourager le protectionnisme américain".

Cette longue litanie de critiques s'étend notamment à l'aide à l'Afrique, à la situation en Iran, à la détention d'Omar Khadr à Guantanamo et aux achats d'armes sans appel d'offres.

flèches afghanes

M. Dion a réservé ses flèches les plus acérées au dossier afghan.

"L'exemple le plus affligeant de ce cortège d'erreurs du gouvernement Harper en politique étrangère est bien sûr sa conduite de la mission en Afghanistan", a-t-il lancé.

"Le premier ministre a arraché à la Chambre des communes un consentement pour le prolongement de deux ans de la mission de combat à Kandahar", a-t-il ajouté.

"Il l'a obtenu après un débat de seulement six heures, et en menaçant les partis d'opposition d'une élection précipitée en cas de refus de leur part. Un pur chantage", a-t-il dit, sans rappeler toutefois qu'il a récemment déploré le vote des 24 libéraux qui ont appuyé M. Harper en mai 2006.

"Comment expliquer que la politique étrangère du gouvernement Harper ait atteint un tel degré de médiocrité ?" demande-t-il. Réponse : "L'incompétence ne saurait en être la seule cause."

"Une explication plus profonde me paraît être la parenté idéologique entre le gouvernement Harper et l'administration Bush, explique M. Dion. M. Harper impose au Canada une politique étrangère inspirée de la droite américaine qui sert mal les intérêts de notre pays."

Le chef du PLC a réitéré sa volonté de transformer le rôle de la mission canadienne en Afghanistan après février 2009. "Après trois années de mission de combat à Kandahar, il est normal que d'autres pays prennent la relève pour les missions de combat", a-t-il dit.

Ce choix ne se traduira pas par une fuite. "Un gouvernement libéral honorera les engagements que le Canada a pris envers le peuple et le gouvernement afghan, y compris ceux pris en matière d'éducation, de santé et de gouvernance", a assuré M. Dion.

rgiroux@lesoleil.com

Collision entre un blindé et une auto; L'accident de la route tue un Afghan et en blesse quatre autres

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.09.21

SECTION: Actualités

PAGE: 7

BYLINE: Normandin, Pierre-André

DATELINE: Kandahar, Afghanistan

ILLUSTRATION: Un blindé RG-31 Nyala comme celui-ci a été impliqué dans le premier accident de la route mortel du contingent de Valcartier. – photo collaboration spéciale Pierre-André Normandin

WORD COUNT: 432

Un accident de la route impliquant un blindé canadien a tué un Afghan et en a blessé quatre autres mercredi, tout juste en face de l'aéroport de Kandahar. Un convoi de ravitaillement revenait d'un poste avancé lorsqu'un conducteur a perdu la maîtrise de sa voiture, percutant de plein fouet le véhicule de tête.

Comme plusieurs panneaux de signalisation le rappellent le long des autoroutes afghanes, les automobiles doivent se ranger sur les bas-côtés lorsqu'ils croisent un convoi militaire. Afin d'éviter les attaques suicides, les blindés circulent au beau milieu de la route et ne tolèrent pas que des voitures roulent à proximité.

Mercredi, un peu avant 11 h, un conducteur a perdu la maîtrise de sa Toyota blanche – un modèle très courant en Afghanistan – en tentant de freiner sur le bas-côté de la route. Sa voiture s'est retrouvée perpendiculaire au convoi qui circulait en sens inverse. Le blindé de tête, un RG-31 Nyala, a roulé sur le véhicule, éjectant les deux passagers avant.

Parti plus tôt en matinée, le convoi canadien était à moins de 4,3 kilomètres de son point d'arrivée quand l'accident est survenu. N'ayant subi aucune blessure, les militaires québécois à bord ont immédiatement formé un périmètre de sécurité afin de porter assistance aux cinq Afghans blessés, selon la capitaine Josée Bilodeau, porte-parole des Forces canadiennes. Ceux-ci ont ensuite été transportés par véhicule à l'hôpital militaire situé sur la base internationale.

Le décès d'un des cinq passagers a été constaté à son arrivée. Un Afghan a dû subir une chirurgie et repose dans un état stable. Un autre est toujours hospitalisé, mais les deux derniers ont été libérés de l'hôpital en moins de 24 heures.

L'accident, qui est sous enquête, a seulement été dévoilé hier, soit plus de 24 heures après les événements. "La Force internationale d'assistance à la sécurité prend tous les moyens pour s'assurer que ses patrouilles sont faites avec prudence. Cet incident est regrettable", a déclaré le lieutenant-colonel britannique Antony McCord, porte-parole militaire pour la région sud de l'Afghanistan. Il s'agirait du premier accident de la route mortel impliquant le contingent de Valcartier.

Panormandin@lesoleil.Com

Précision

Des questions ?

12e et non 22e

Le titre en page une de notre numéro d'hier renvoyant au reportage de notre envoyé spécial en Afghanistan indiquait que des soldats du Royal 22e Régiment témoignaient du siège de Ghundy Ghar. Il s'agissait en fait, tel que notre reporter l'écrivait, de soldats du 12e Régiment blindé.

Nos excuses.

Vous avez des questions à poser à notre envoyé spécial en Afghanistan, Pierre-André Normandin?

Vous avez des questions à adresser aux soldats de Valcartier qui sont déployés là-bas?

Faites les parvenir à l'adresse afghanistan@lesoleil.com.

Ben Laden déclare la guerre à Moucharraf

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.21
SECTION: LE MONDE
PAGE: b9
BYLINE: AFP
WORD COUNT: 355

Dubaï – Le chef d'al-Qaïda, Oussama ben Laden, a déclaré la guerre au président pakistanais Pervez Moucharraf, allié des États-Unis, dans un nouveau message audio rendu public hier, selon l'organisme SITE spécialisé dans la surveillance des sites islamistes.

«Les musulmans du Pakistan doivent impérativement mener le djihad et combattre pour démettre Pervez, son gouvernement, son armée et ceux qui lui viennent en aide», déclare-t-il, selon SITE.

Le numéro un d'al-Qaïda déclare vouloir venger le sang versé par «les champions de l'islam», selon le message émanant d'As-Sahab, la branche médias du réseau terroriste, a ajouté cet organisme.

Ben Laden fait ainsi référence aux militants islamistes tués lors de l'assaut de l'armée contre la Mosquée rouge d'Islamabad en juillet, ainsi que ceux tués dans des raids au Waziristan, une zone tribale frontalière de l'Afghanistan où l'armée combat militants intégristes, membres de tribus pakistanaises, talibans afghans et membres d'al-Qaïda.

«Pervez, ses ministres, ses soldats et ceux qui les aident sont tous complices d'avoir répandu le sang des musulmans», affirme la voix, expliquant que l'assaut contre la Mosquée rouge «a démontré la persévérance de Moucharraf dans sa loyauté, sa soumission et son aide à l'Amérique contre les musulmans».

Les autorités pakistanaises avaient repris le contrôle de la Mosquée rouge après deux jours d'affrontements qui avaient fait au moins 82 morts dont 73 islamistes, notamment leur chef, Abdul Rashid Ghazi.

Pendant le message audio qui dure 23 minutes, la photo de Ghazi ainsi que celles de trois autres militants entourent l'écran où sont diffusées des images montrant des séquences anciennes de Ben Laden, l'homme le plus recherché au monde, et de son bras droit Ayman al-Zawahiri dans une région montagneuse.

«Les armées [pakistanaises] sont devenues des outils et des armes aux mains des apostats», ajoute Ben Laden, qui rejette l'idée d'un départ de Moucharraf à travers l'élection présidentielle, prévue le 6 octobre. «La situation ne redeviendra pas normale au moyen des élections, des manifestations et des cris, dit-il. Ne vous fiez pas aux élections et aux actions futiles.»

Le bras droit de Ben Laden, Ayman Zawahiri, avait déjà appelé les Pakistanais à se révolter contre Moucharraf en juillet, après l'assaut donné par les troupes pakistanaises contre la Mosquée rouge.

MacKay rencontre Gates

PUBLICATION: Le Devoir

DATE: 2007.09.21

SECTION: LES ACTUALITÉS

PAGE: a5

SOURCE: PC

WORD COUNT: 143

Washington – Le ministre de la Défense, Peter MacKay, affirme que la mission en Afghanistan en est une qui ne peut se solder par un échec et qu'un engagement plus ferme est requis des pays membres de l'OTAN pour empêcher l'exportation de la terreur.

A l'issue d'une rencontre d'une heure à Washington, hier, avec son vis-à-vis américain Robert Gates, M. MacKay a soutenu que les talibans pourraient devenir une menace à l'extérieur de l'Afghanistan si des pays comme le Canada abandonnent. Il a ajouté que personne n'est en sécurité et que tous doivent donc partager ce fardeau. Sa visite vient clore une tournée-éclair de rencontres en Angleterre, en Norvège et aux Pays-Bas. Les pourparlers visaient à obtenir davantage d'aide dans la région très dangereuse du sud de l'Afghanistan.

Négocier avec les talibans reste possible

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.21
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a3
BYLINE: Lévesque, Claude
WORD COUNT: 851

Plusieurs spécialistes de la question afghane sont réunis à Montréal depuis mercredi dans le cadre d'un colloque international. Cet événement se tient alors qu'on s'interroge, au Canada et ailleurs, sur la pertinence de l'intervention internationale, à la fois militaire et civile, dans ce pays qui n'est pas tout à fait sorti d'un interminable conflit.

Des négociations entre le gouvernement afghan et les talibans demeurent possibles même si les conditions n'en sont pas encore réunies, ont indiqué hier des participants à un colloque sur l'Afghanistan organisé par le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM).

«C'est le gouvernement du président Karzaï qui va décider si des négociations sont possibles et dans quelles conditions. Aux Nations unies, tout ce que nous disons, c'est que la réconciliation nationale est importante. Il faut vraiment que la campagne militaire soit accompagnée par un effort politique», a dit l'adjoint du représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, le Canadien Chris Alexander.

«Nous parlerons à ceux qui ne posent pas de conditions préalables. En aucun cas, nous ne laisserons les terroristes internationaux et les commanditaires des attentats suicide reprendre pied dans notre pays», a cependant averti l'ambassadeur d'Afghanistan au Canada, Omar Samad.

Le président afghan, Hamid Karzaï, a au cours des derniers mois fait plusieurs propositions de dialogue au mouvement intégriste qui avait exercé le pouvoir entre 1996 et 2001. Il a réitéré cette offre le 9 septembre et les talibans s'étaient alors dits intéressés, moyennant des conditions «limitées».

Mais les perspectives se sont assombries quand les islamistes ont précisé cette semaine qu'ils exigent comme préalables à des pourparlers de paix le départ des troupes étrangères et le remplacement de la Constitution afghane par un texte carrément islamiste. Des conditions jugées inacceptables par Kaboul.

Plusieurs participants au colloque du CERIUM ont affirmé que l'intervention internationale en Afghanistan connaît plus de succès qu'on veut bien le reconnaître au Canada, où l'information serait trop souvent limitée à ses aspects militaires.

M. Alexander, qui avait occupé les fonctions d'ambassadeur du Canada à Kaboul de 2003 à 2005, a mentionné, entre autres signes de progrès, le retour de quatre millions de réfugiés, l'inscription de six millions d'enfants à l'école, la réduction de la mortalité infantile et le doublement du revenu moyen des Afghans, tout en reconnaissant des lacunes persistantes en ce qui concerne la police, le système judiciaire et les institutions de l'État au niveau des provinces.

Selon l'ambassadeur Samad, les Canadiens commencent d'ailleurs à mieux saisir l'importance du volet civil de l'intervention de leur pays en Afghanistan. Il a cependant répété que le gouvernement qu'il représente souhaite que la présence militaire canadienne se prolonge au-delà du retrait prévu en février 2009.

Selon le numéro deux de l'ONU en Afghanistan, l'insurrection menée par les talibans s'est affaiblie malgré la forte augmentation de la violence observée au début de l'année, notamment dans le sud du pays où sont déployés environ 2500 soldats canadiens. Le diplomate en veut pour preuve le fait que de nombreux commandants talibans ont été tués ou arrêtés cette année en Afghanistan ou au Pakistan, pays où la milice intégriste a tendance à se replier. Le fait que ces chefs sont souvent remplacés par des étrangers rend les talibans particulièrement impopulaires, croit M. Alexander, qui estime à «8000 ou 9000» le nombre d'insurgés en territoire afghan, dont «quelques milliers à temps plein».

«Nous constatons que certains représentants des talibans s'approchent de nous [la mission des Nations unies] et d'autres organisations de la communauté internationale dans le but de s'interroger sur leurs propres perspectives d'avenir. Ils ont peut-être peur de ne pas survivre une année. Ils craignent de ne plus pouvoir bénéficier des mêmes sanctuaires» depuis la rencontre au sommet entre les présidents afghan et pakistanais en août.

«Les talibans ne sont pas aussi sûrs de leur impunité et de leurs capacités qu'il y a un an, un an et demi», a-t-il ajouté.

Dans une vidéoconférence, le commandant du contingent canadien dans la province de Kandahar a de son côté indiqué que le rôle de ses soldats vise de plus en plus la formation des militaires afghans, qui accroissent leur participation aux combats contre les insurgés dans la région.

Le brigadier général Guy Laroche a par ailleurs affirmé que les décès récents de trois soldats du 22^e Régiment n'avaient pas entamé le moral des troupes, ni changé la façon de mener les opérations, mis à part le fait d'avoir appris quelques «leçons mineures».

Interrogé sur l'avenir de la mission militaire canadienne en Afghanistan, Chris Alexander s'est montré très prudent, laissant à la population et à ses élus le soin d'en débattre. Il a fait remarquer que l'échéance de février 2009 est plus éloignée que celle que se sont fixée d'autres pays participant à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN, comme l'Allemagne et les Pays-Bas. «La bonne nouvelle est que plusieurs autres pays ont récemment envoyé des troupes, dont le Danemark, qui a envoyé un bataillon entier», a-t-il signalé.

Avec La Presse canadienne

Dion fait son mea-culpa; Le chef libéral «nouvelle version» entend faire découvrir sa vraie personnalité

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.21
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Bourgault-Côté, Guillaume
WORD COUNT: 1116

Stéphane Dion fait son mea-culpa. Le chef du Parti libéral du Canada (PLC) a reconnu hier qu'il devra changer son approche pour convaincre les Québécois qu'il n'est pas celui que la population perçoit. Le Stéphane Dion nouvelle version parlera donc davantage de lui, souhaitant apparaître «comme un chef, pas comme un ministre».

Et «le chef doit prendre la responsabilité» de la défaite subie lundi dans Outremont et des faibles résultats (moins de 10 %) obtenus par les libéraux dans les élections partielles de Saint-Hyacinthe-Bagot et Roberval-Lac-Saint-Jean, a indiqué hier après-midi M. Dion. Il s'exprimait en marge d'une conférence qu'il a prononcée devant des invités du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

S'il a durement attaqué la politique étrangère («médiocre», «rigide, simpliste et incompétente») du gouvernement Harper durant son allocution, c'est toutefois à des questions plus personnelles concernant son leadership que Stéphane Dion a dû répondre, plus tard en point de presse.

C'est que mercredi soir, au Téléjournal de Radio-Canada, M. Dion s'était repenti des erreurs qu'il a commises depuis qu'il est chef du PLC, lors d'une entrevue qu'il a qualifiée d'inédite dans sa carrière. «Je ne me suis jamais mis à nu comme ça... J'ai toujours voulu concentrer [l'attention des gens] sur les dossiers. Je n'ai jamais mis ma personne [à l'avant-plan]. Mais là je me rends compte qu'il faut que je le fasse.»

Reconnaissant qu'il souffre d'une image négative au Québec – alors qu'il estime être un réel défenseur des Québécois –, M. Dion a indiqué être victime non pas de ses idées, mais plutôt «de la caricature de [ses] idées». Et pour tenter de régler le problème, il croit qu'il doit mieux montrer qui est l'homme derrière le politicien. «On va faire le débat sur Stéphane Dion. Qui je suis et ce que je fais. Ma principale erreur, c'est d'avoir hésité à me mettre au-devant du débat.»

Devant la presse, hier, Stéphane Dion a réitéré son message: c'est en grande partie sa faute si les résultats de lundi ont été aussi décevants pour les libéraux. Il prend acte du jugement des Québécois, et reconnaît que le courant ne passe pas entre la population et lui. «Je dois me battre contre une caricature de moi-même, qui est plus dans l'esprit des gens que la personne que je suis», a-t-il répété.

«Les gens nous respectent maintenant sur le terrain. On a le respect, l'écoute, mais pas encore les appuis. Il y a une étape additionnelle à franchir [pour gagner des appuis]. Pour le faire, il est important que les gens comprennent ce que le chef du parti veut faire, comment il se voit comme Québécois, quel respect il a pour les institutions québécoise...»

Le «vrai» Stéphane Dion se montrera plus personnel, dit-il sans donner trop de détails. «Derrière ce que je dis, il faut voir ce qui m'anime. C'est normal: on veut connaître beaucoup plus le premier ministre qu'on veut connaître un ministre. Je suis une personne plutôt discrète; j'aime parler des choses et pas forcément de moi. Mais il faut aussi voir l'âme, la personne qui est animée derrière ça.»

Dion fait son mea-culpa; Le chef libéral «nouvelle version» entend faire découvrir sa vraie personnalité

Coderre applaudit

La sortie de M. Dion a été qualifiée de «geste exceptionnel», d'acte «d'humilité et d'audace» par le député de Bourassa, Denis Coderre, présent à la conférence du CORIM. M. Coderre estime notamment que Stéphane Dion est victime des «dommages collatéraux» de sa gestion du dossier constitutionnel.

Des rumeurs couraient d'ailleurs hier, indiquant que M. Coderre pourrait devenir le lieutenant de M. Dion au Québec, en remplacement de Marcel Proulx, député de Hull–Aylmer. Celui qui a soutenu Michael Ignatieff lors de la course à la direction du PLC a laissé entendre que la performance de M. Proulx comme lieutenant sera évaluée dans un nécessaire post-mortem général.

«La beauté d'un post-mortem, c'est que ça doit être entre nous», a-t-il dit en mentionnant que l'objectif ne sera pas de pointer quiconque du doigt, mais de comprendre «ce qui s'est passé lundi». «Il ne faut pas se mettre la tête dans le sable», croit M. Coderre, mais il faut aussi «garder son gaz égal».

Selon le député, le problème des libéraux n'est pas tant le chef que le message. Une situation qui peut se corriger, dit-il. «On peut "pogner" [auprès des Québécois]. Ce n'est pas un problème de "pognage". Mais peut-être qu'il y a une autre poignée qu'il faut prendre, par exemple.»

Le problème des libéraux au Québec inquiète les troupes. Hier, dans une lettre ouverte publiée dans La Presse, l'ancien directeur général du PLC au Québec, Hervé Rivet, exprimait ainsi que les «résultats désastreux» du PLC «démontrent à quel point il se creuse un inquiétant fossé entre l'électorat québécois contemporain et ce parti».

«Plus que jamais, la formation de Stéphane Dion semble déconnectée de la réalité politique québécoise», écrit M. Rivet, notamment à cause d'une «insensibilité par rapport à la question de la place du Québec au sein du Canada» et d'un manque de clarté concernant la question de l'identité québécoise.

Harper ciblé

Dans son discours prononcé hier midi, Stéphane Dion s'est montré cinglant à l'égard du gouvernement Harper. Selon le chef libéral, la politique étrangère des conservateurs relève carrément de «l'amateurisme». Concernant la gestion de la mission canadienne en Afghanistan, M. Dion évoque un «cortège d'erreurs»: le scandale des prisonniers torturés, les problèmes d'acheminement de l'aide canadienne, le flou concernant la fin de la mission...

Pour Stéphane Dion, le premier ministre «impose au Canada une politique étrangère inspirée de la droite américaine qui sert mal les intérêts» du pays. Il décèle dans la manière de gérer le dossier afghan «le même unilatéralisme dans l'action» que chez George W. Bush. «Les États-Unis sont un allié pour le Canada, a lancé M. Dion. Ils ne doivent pas pour autant être un modèle.»

Sous un gouvernement libéral, M. Dion affirme que la «politique de défense [serait] guidée par la politique étrangère, et non l'inverse». Les grandes orientations seraient tournées «en faveur de la paix, d'une économie ouverte et du multilatéralisme», promet-il. Entre autres priorités de politique étrangère, M. Dion a cité le retour du Canada dans le giron du protocole de Kyoto, la lutte pour l'accès à l'eau douce, le refus clair de participer au bouclier antimissile et la protection de la souveraineté de l'Arctique. Concernant l'Afghanistan, il a répété que l'actuelle mission de combat doit absolument prendre fin en février 2009, après quoi les soldats canadiens pourraient rester en place pour offrir de l'aide et partager leur expertise... mais sans combattre.

Dion fait son mea-culpa; Le chef libéral «nouvelle version» entend faire découvrir sa vraie personnalité

Un cortège d'erreurs

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.21
SECTION: Forum
PAGE: A23
BYLINE: Dion, Stéphane
WORD COUNT: 432

L'auteur est chef du PLC.

Nous vous présentons ici un extrait du discours prononcé hier par le chef libéral devant le Conseil des relations internationales de Montréal.

L'exemple le plus affligeant de cortège d'erreurs du gouvernement Harper en politique étrangère est bien sûr sa conduite de la mission en Afghanistan. Le premier ministre a arraché à la Chambre des communes un consentement pour le prolongement de deux ans de la mission de combat à Kandahar. Il l'a obtenu après un débat de seulement six heures, et en menaçant les partis de l'opposition d'une élection précipitée en cas de refus de leur part; un pur chantage. Le gouvernement a camouflé la situation des détenus et accusé les députés canadiens qui l'interrogeaient sur cette question d'être pro-taliban; un salissage odieux.

Le gouvernement est incapable de superviser l'acheminement de l'aide canadienne en Afghanistan, ce qui réduit les chances de succès de notre mission. Il a cultivé le flou quant à la durée de la mission de combat à Kandahar, disant une chose et son contraire. Il est toujours ennuyeux qu'un politicien change continuellement d'avis, mais lorsque des vies sont en cause, c'est inexcusable.

L'action militaire sous un gouvernement libéral sera efficace et réaliste, appuyée sur nos braves soldats à qui nous donnerons le soutien nécessaire, y compris sur le plan sanitaire. Elle servira la cause de la paix et de la sécurité et ne sera jamais improvisée. Au contraire, elle sera établie en concertation étroite avec nos alliés. Dans le cas de l'Afghanistan, par exemple, un gouvernement libéral s'efforcera de faire bien fonctionner l'Alliance atlantique. L'aide militaire, économique et humanitaire apportée aux Afghans par les pays de l'Alliance atlantique ne donnera des résultats solides que si elle est poursuivie pendant assez longtemps.

Pour pouvoir être prolongé, cet effort devra rester équitablement partagé entre les membres de l'alliance. Après trois années de mission de combat à Kandahar, il est normal que d'autres pays prennent la relève pour les missions de combat. En bon partenaire, le Canada pourrait offrir son expertise du point de vue de la formation et du développement là où nous la jugerons requise en concertation avec nos alliés et le gouvernement afghan, et tout en prenant en compte les autres responsabilités qui incombent au Canada ailleurs dans le monde.

Un gouvernement libéral honorera les engagements que le Canada a pris envers le peuple et le gouvernement afghan, y compris ceux pris en matière d'éducation, de santé et de gouvernance.

Les défis afghans; Le Canada ne peut pas, sans perdre toute crédibilité à l'échelle internationale, renier sa parole et abandonner une mission aussi cruciale

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.21

SECTION: Forum

PAGE: A23

BYLINE: Bernier, Maxime

PHOTO: Photo Ivanoh Demers, La Presse (c)

ILLUSTRATION: Plusieurs manifestants ont été expulsés du colloque sur l'Afghanistan, mercredi dernier à Montréal, alors que le ministre des Affaires étrangères du Canada, Maxime Bernier, prononçait un discours.

WORD COUNT: 865

L'auteur est ministre des Affaires étrangères du Canada.

Mercredi, alors que Maxime Bernier prononçait une importante allocution sur la mission canadienne en Afghanistan, le ministre a été chahuté par quelques manifestants. Ce brouhaha a pris le dessus sur le contenu de son discours. A La Presse, nous croyons qu'en démocratie, il n'est pas admissible qu'on tente d'empêcher quelqu'un de s'exprimer et d'être entendu. C'est pourquoi nous reproduisons ici l'essentiel du discours du ministre, comme nous l'avions fait, il y a deux ans, lorsqu'un petit groupe de manifestants avaient muselé la ministre provinciale Monique Jérôme-Forget.

On peut faire un débat légitime sur l'efficacité de la mission et sur les moyens de l'améliorer ou de la réorienter après 2009. Mais permettez-moi de répondre à certaines interrogations.

Pourquoi sommes-nous en Afghanistan?

Notre mission a plusieurs objectifs. Tout d'abord, pour stabiliser l'État afghan, ravagé par des décennies de guerre et de tyrannie.

Nous travaillons à appuyer le gouvernement démocratiquement élu et à faire en sorte que ce pays ne retombe pas entre les mains des terroristes. Nous accomplissons cet objectif de diverses façons.

D'abord en participant à la formation de plus de 30 000 soldats de l'Armée nationale afghane. Plus d'une soixantaine de Canadiens forment également des policiers afghans. La sécurité ne sera vraiment consolidée à moyen terme dans ce pays que lorsque les Afghans eux-mêmes pourront l'assurer. Et c'est ce que nous les aidons à réaliser.

Le Canada a aussi contribué à former des dizaines de juges et d'avocats de façon à mettre en place un système judiciaire crédible et efficace. Sans un tel système, la justice et les droits humains fondamentaux resteront lettre morte en Afghanistan.

Le second grand objectif de la mission canadienne est de nature humanitaire. La liste de ce qui a été accompli grâce à l'aide canadienne est tellement longue qu'il est impossible d'en faire une énumération exhaustive. Les

efforts du Canada en matière de développement à Kandahar change la donne dans des domaines d'une importance cruciale comme la santé, l'éducation et le développement communautaire. Ces dizaines de milliers de citoyens de cette province voient des améliorations tangibles à leur vie quotidienne. Aujourd'hui, plus de 80% des citoyens afghans ont accès à des soins de santé, alors qu'ils n'étaient que 9% il y a cinq ans. Il s'agit d'un progrès incontestable.

Plus de 350 000 enfants ont été vaccinés contre la polio dans la province de Kandahar. Une unité d'obstétrique a été mise sur pied grâce à l'aide canadienne à l'hôpital de Kandahar.

Le Canada a contribué à mettre en place 4000 écoles et à former 9000 enseignants. Cela bénéficiera à 120 000 enfants, dont plus de 85% sont des filles. A Kandahar même, plusieurs milliers d'adultes ont appris à lire et à écrire grâce à l'aide canadienne.

Notre mission en Afghanistan a pour but d'aider les gens à rebâtir leurs vies après des années d'oppression. Elle a pour but de veiller à ce qu'ils aient les ressources nécessaires pour réaliser leurs aspirations. C'est une mission de stabilisation. Une mission de développement. C'est notre plus importante mission: une mission qui défend la liberté, la démocratie, les droits fondamentaux et le respect du droit.

Pour qu'elle puisse s'accomplir, il faut toutefois assurer la sécurité sur le territoire afghan. Une sécurité toujours menacée par les talibans, qui veulent ramener leur régime totalitaire. La démocratie et la stabilité politique ne peuvent exister dans un climat de terreur. On ne peut pas offrir des services de santé et d'éducation dans l'anarchie. On ne peut pas contribuer au développement économique dans le chaos. La sécurité est le pilier indispensable sur lequel s'appuie tout le reste.

C'est pourquoi nos soldats jouent un rôle indispensable. Leur mission est risquée, c'est vrai. Ils savent quels sont les risques, mais ils sont là. Les hommes et les femmes qui portent l'uniforme sont prêts à risquer leur vie afin de servir leur pays et aider les autres. Ils ont été formés précisément pour accomplir cette tâche. Et tous sont fiers de servir le Canada et d'aider les Afghans.

Notre premier ministre s'est exprimé clairement: toute prolongation de notre mission militaire au-delà de février 2009 devra être approuvée par le Parlement. A ceux qui réclament le retrait immédiat des troupes canadiennes en Afghanistan, et à ceux qui restent incertains quant aux progrès accomplis – à ceux-là je dis: le Canada ne peut pas, sans perdre toute crédibilité à l'échelle internationale, simplement renier sa parole et abandonner une mission aussi cruciale.

Nous ne pouvons pas tout simplement abandonner les Afghans à leur sort, car cela compromettrait tout le travail de développement et de renforcement de la sécurité accompli sur le terrain.

Je voudrais m'adresser directement aux Québécois qui souhaitent qu'on mette fin dès maintenant à cette mission. Je sais que vous êtes des gens fiers et responsables, des gens de parole. Les Québécois finissent le travail qu'ils ont commencé quand ils se sont engagés à le faire.

Mercredi, le président afghan, Hamid Karzai, s'est adressé aux Québécois. Il a dit: " Mon message pour le Québec est que les fils et les filles du Québec qui remplissent aujourd'hui leur mission en Afghanistan jouent un rôle extrêmement important. Non seulement pour l'Afghanistan, mais aussi pour le Canada et pour nous tous sur cette planète."

Afghanistan; Plus de 30 talibans tués dans de lourds combats

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.21
SECTION: Monde
PAGE: A21
SOURCE: AFP
DATELINE: KABOUL
WORD COUNT: 185

Plus de 30 talibans ont été tués dans le sud de l'Afghanistan lors de 14 heures d'affrontements avec l'armée afghane et des troupes de la coalition internationale, indique un communiqué publié hier par la coalition.

Un soldat afghan a été blessé lors de cet engagement qui a duré toute la journée de mercredi dans la province d'Uruzgan, a indiqué la coalition.

"Plus de 30 insurgés ont été tués durant les combats d'une durée de 14 heures", a précisé la coalition.

Les insurgés étaient en train de préparer un engin explosif pour une embuscade, mais une patrouille mixte composée de soldats de l'armée afghane et de militaires de la coalition internationale dirigée par les États-Unis les a repérés près du village de Kakrak.

Dans les minutes qui ont suivi le début de l'engagement, précise la coalition, une cinquantaine d'autres insurgés ont surgi, et les soldats de la patrouille ont été pris pour cibles par des tirs venant de plusieurs positions, notamment de l'intérieur du village de Kakrak.

La patrouille a reçu un soutien aérien qui a visé les positions rebelles à l'aide de munitions de précision et le renfort au sol d'une unité de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN.

Pakistan: présidentielle controversée le 6 octobre

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.21
SECTION: Monde
PAGE: A21
BYLINE: Khan, Jooneed
PHOTO: PHOTO agence france–presse
ILLUSTRATION: Dans un message audiovisuel diffusé hier, Oussama ben Laden s'est ingéré dans l'élection présidentielle au Pakistan en appelant au jihad contre le général Pervez Musharraf.
WORD COUNT: 494

La Commission électorale a aggravé hier la crise au Pakistan en annonçant que l'élection présidentielle aurait lieu le 6 octobre, et Oussama ben Laden, le chef d'Al–Qaeda, s'y est ingéré en appelant au jihad contre le général Pervez Musharraf.

La commission s'était attiré de vives critiques de la part de l'opposition en statuant plus tôt que Musharraf pouvait être candidat sans avoir à démissionner de l'armée et à attendre deux ans, comme le prévoit la Constitution.

"La Commission a perdu toute crédibilité", a déclaré le parti de l'ex–vedette du cricket Imran Khan, Tehrik e–Insaaf.

"La Commission a secoué un guêpier judiciaire: seul le Parlement peut amender la Constitution, avec une majorité des deux tiers", a souligné l'ex–première ministre Benazir Bhutto dans une lettre au Washington Post.

Mme Bhutto, qui a décidé de rentrer au Pakistan le 18 octobre, explique que son dialogue avec Musharraf vise à rétablir la démocratie civile pour mieux combattre l'extrémisme.

Boycottage politique

"L'armée doit faire partie de cette lutte. Mais les six ans écoulés depuis le 11 septembre 2001 montrent qu'elle n'y arrivera pas toute seule. Musharraf doit quitter l'uniforme et rétablir la démocratie", écrit–elle.

Le dépôt des candidatures est fixé au 27 septembre. Aucun rival ne s'est déclaré, les partis de l'opposition réclamant que le président soit élu par le prochain Parlement.

Le vote, au bulletin secret, se déroulera le 6 octobre à 10h, heure locale. Les 1170 membres du Collège électoral sortant (les élus des deux Chambres du Parlement fédéral et des assemblées des quatre provinces du pays) devront alors voter.

Musharraf, dont le mandat présidentiel expire le 15 novembre, "a le soutien de 54% des membres du collège et il est sûr d'être élu", a dit le ministre Sheikh Rashid.

Le hic, a–t–il admis, c'est que l'opposition menace de démissionner, dont le PPP de Mme Bhutto. "Un tel scénario minera la crédibilité de sa victoire, surtout aux yeux de l'opinion internationale", a–t–il admis, ajoutant: "Si c'est l'émeute, il faudra l'état d'urgence ou la loi martiale".

Le PML–N de l'ex–premier ministre Nawaz Sharif, refoulé après avoir tenté un retour à Islamabad, et l'alliance islamiste MMA ont indiqué qu'ils se retireraient du Collège électoral si Musharraf est candidat. Selon eux, le PPP s'était engagé à en faire de même.

La Cour suprême

La candidature de Musharraf est aussi contestée devant la Cour suprême, dont le président, le juge Iftikhar Chaudhry, a été réinstallé après avoir été congédié par le général. Un avocat de Musharraf a promis que le général abandonnerait l'uniforme s'il était réélu.

La menace de ben Laden, lancée hier dans un message audio de 23 minutes, affirme qu'"il est obligatoire pour les musulmans du Pakistan de mener le jihad (guerre sainte) pour démettre Pervez, son gouvernement, son armée et ceux qui le soutiennent".

Le Pakistan n'est pas impressionné, a déclaré un porte–parole militaire. Selon l'expert états–unien Selig Harrison, Musharraf et ben Laden ont collaboré étroitement contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan (1979–1989).

Les États–Unis, qui ont dépêché l'assistant secrétaire d'État John Negroponte auprès de Musharraf, "vont continuer à travailler avec le Pakistan" pour traquer ben Laden, a dit un porte–parole du secrétariat d'État.

PAKISTAN

Capitale: Islamabad

Superficie : 803 940 km²

Population : 164 millions

Langues : Punjabi (48%) sindhi (12%) siraiiki (10%) pashtu (8%) urdu (8%)

Religion : 97 % musulmans

Nature de l'État : République fédérale

Président : président général Pervez Musharraf

Stéphane Dion fait son mea-culpa; "Je dois me battre contre une caricature de moi-même"

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.21
SECTION: Actualités
PAGE: A7
BYLINE: Sirois,
Alexandre
WORD COUNT: 551

Trois jours après la déconfiture des libéraux lors d'élections complémentaires au Québec, Stéphane Dion est remonté au front hier. Il a critiqué à la fois la politique étrangère "médiocre" du Parti conservateur et sa propre performance en tant que chef de parti.

"Je dois me battre contre une caricature de moi-même", a déploré le chef du Parti libéral. Il a du même souffle dit prendre le blâme pour les piètres résultats de sa formation politique lors des élections.

"Au-delà de la stratégie, c'est une question de personnalité. Je suis une personne plutôt discrète, j'aime parler des choses et pas forcément de moi", a expliqué M. Dion aux journalistes en marge de son discours devant le Conseil des relations internationales de Montréal.

Le leader libéral a dit s'être récemment rendu compte que les électeurs le connaissent peu ou mal. Il estime souffrir d'un problème de perception.

"Il faut vraiment que je m'attaque à ça si je veux pouvoir aider davantage mon parti. Je crois qu'on fait énormément de travail sur un grand nombre de politiques qu'on a mises de l'avant, mais ça ne suffit pas. Il faut aussi voir l'âme, la personne qui est animée derrière ça", a-t-il dit.

La veille, Dion avait pris pour la première fois la responsabilité de l'échec de son parti aux urnes. En entrevue à Radio-Canada, le teint pâle et l'air contrit, il avait admis ne pas avoir su "faire passer le message".

Hier, il avait retrouvé son tonus. Et s'il a fait son mea-culpa en conférence de presse, il a néanmoins vigoureusement critiqué le gouvernement de Stephen Harper lors de son allocution, qui portait sur la politique étrangère canadienne.

Celle du gouvernement Harper est à la fois "rigide, simpliste et incompétente", a affirmé M. Dion. Il a mis l'accent sur la gestion du dossier de l'Afghanistan, marquée selon lui par un "cortège d'erreurs".

Il a notamment accusé M. Harper d'avoir "cultivé le flou" quant à la durée de la mission à Kandahar. Ou d'avoir dit "que nos alliés de l'OTAN ont été informés de la décision du gouvernement" à ce sujet, tout en affirmant qu'aucune décision n'a été prise. "Il est toujours ennuyeux qu'un politicien change continuellement d'avis. Mais lorsque des vies sont en cause, c'est inexcusable", a-t-il lancé.

Il a répété que la "mission de combat" du Canada en Afghanistan doit se terminer en 2009. Mais il ne dit pas non à une présence de l'armée canadienne en Afghanistan par la suite, si nos militaires jouent un nouveau rôle.

M. Dion a également, une fois de plus, reproché aux conservateurs de prendre les États-Unis comme "modèle". Particulièrement en ce qui concerne la mission en Afghanistan.

Acte d'humilité

Les attaques de M. Dion contre ses rivaux ainsi que sa remise en question devront vraisemblablement donner des résultats sur le terrain sous peu. Car certains libéraux commencent à piaffer d'impatience.

Y compris l'ancien directeur général du parti au Québec, Hervé Rivet. Ce dernier, dans une lettre publiée dans nos pages, a accusé hier les troupes de M. Dion d'être déconnectées de la réalité politique québécoise.

Or, pour Denis Coderre, le mea-culpa de Stéphane Dion est "un acte d'humilité" qui montre que le parti est sur la bonne voie. Un geste qui "va avoir un impact sur la capacité d'atteindre les gens".

"Je ne dis pas que c'est le Klondike, a précisé le bouillant député de Bourassa. A chaque jour suffit sa peine. Il y a un travail de fond à faire. Mais je pense que le geste qui a été posé était important, est essentiel, était nécessaire. Et puis c'est de bon augure."